

Document issu des échanges tenus lors du
Décryptage Thématique Genre, du mardi
2 décembre 2025.
Interventions : Lucie Daniel (Equipop) et
Déborah Rouach (IGG)



**Vous souhaitez contribuer à la
promotion de l'égalité Femmes-
Hommes à l'échelle du territoire en lien
avec vos partenaires ?
Cités Unies France vous accompagne !**

Page "Genre" de Cités Unies France



Phénomène de « Backlash » et mouvements masculinistes.

Définition du backlash

Le backlash désigne la réaction violente de mouvements conservateurs et masculinistes face aux progrès des droits des femmes. Ce “**retour de bâton**” vise aussi bien à stopper ces progrès qu'à faire reculer ces droits.

→ Terme théorisé par **Susan Faludi** en 1991, dans un contexte d'internationalisation des backlash et d'une mobilisation coordonnée des conservateurs après les grandes conférences onusiennes qui reconnaissent les droits des femmes.

→ Phénomène d'une ampleur inédite ces dernières années :

- Formation d'une **coalition hétéroclite** (acteurs religieux, extrême droite, think tanks, États) unis par un objectif commun : stopper les conquêtes féministes.
- **États rétrogrades** attaquant les droits sexuels et reproductifs, le climat, la science ou la liberté de la presse. Les attaques ne se limitent pas aux droits fondamentaux mais touchent aussi les principes de l'État de droit et de nos démocraties.

Des acteurs organisés en réseau

Les acteurs du backlash, pourtant fréquemment opposés sur les plans économique ou diplomatique, constituent une véritable “**internationale réactionnaire**” : un réseau transnational structuré depuis les années 1990, très professionnel et bénéficiant de ressources financières importantes.

Ces acteurs, issus de mouvements religieux fondamentalistes, de fondations ultraconservatrices et de groupes de pression transnationaux, entretiennent une porosité croissante avec des partis politiques nationaux de droite et d'extrême droite.

Les financements anti-genre

Financements anti-genre = versements aux acteurs qui s'engagent à porter atteinte à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, aux droits LGBTQI, aux droits des enfants, et aux politiques favorisant l'égalité des genres.



Les financements en chiffres :

- + de **700 M\$** mobilisés entre 2009 et 2018 ;
- 1,18 Md\$ (2019–2023) par 275 organisations ;
- **73 % des financements en provenance de pays européens.**
- Pays d'origines des financements (par ordre d'importance) : USA, Russie, Hongrie, France, Royaume-Uni, Pologne, ...



**Pour aller
plus loin !**



Les mouvements masculinistes : acteurs les plus efficaces du backlash

Les mouvements masculinistes constituent aujourd'hui le **noyau le plus actif et agile** du backlash. Leur récit central est basé sur une « **crise de la masculinité** » causée par les progrès féministes, une vision du monde où les droits des femmes seraient allés « trop loin ».

Cette influence se déploie selon **trois champs d'action** complémentaires.

Au **niveau national**, ils s'appuient sur des leaders d'extrême droite pour **criminaliser les mobilisations féministes**, minimiser les violences sexistes et sexuelles, instrumentaliser le racisme et peser sur les politiques publiques.

Sur le **plan international**, ces acteurs perturbent les **négociations multilatérales**, notamment à l'ONU, où ils constituent aujourd'hui des blocs coordonnés capables de bloquer certaines résolutions. Ils attaquent directement les conventions protectrices (comme la Convention d'Istanbul) et poussent à réduire l'aide publique au développement dédiée aux droits des femmes.

Le **champ numérique** est leur principal accélérateur. Depuis les années 2000, ils s'y sont structurés politiquement, leur permettant de **contourner les médias traditionnels**, de scénariser la haine devenue rentable et de harceler de manière massive les militantes féministes. Le continuum entre violences en ligne et hors ligne est désormais documenté, y compris dans des passages à l'acte.

Quelles stratégies pour la France et pour ses collectivités territoriales ?

Au niveau de l'Etat français : Mettre en œuvre et financer la **Stratégie internationale pour une diplomatie féministe** (2025-2030). Agir sur tous les fronts : lutte contre les violences, désinformation, régulation de Big Tech.

Pour les **collectivités territoriales** :

- Sensibiliser les citoyens et citoyennes aux enjeux du backlash sans renforcer les discours conservateurs.
- **Soutenir les associations féministes locales** et les médias associatifs.
- Intégrer les enjeux égalité/anti-backlash dans les **programmes municipaux**, campagnes et actions territoriales.
- Être vigilant face à l'**ancrage local croissant des associations anti-droits** et agir en prévention.
- Développer des réseaux solidaires entre collectivités territoriales engagées pour les droits des femmes et la démocratie.
- Porter ce sujet auprès des partenaires et à l'agenda des projets de **coopération décentralisée**.



En France, des chiffres alarmants (OpinionWay) :

- 43 % des 16-34 ans estiment qu'une femme ayant plusieurs partenaires « ne se respecte pas »
- ¼ des jeunes hommes considèrent qu'il faut parfois recourir à la violence pour être respecté
- 1 jeune homme sur 2 connaissant des influenceurs masculinistes pense qu'ils disent la vérité

Contact : Thomas Lanvin, Référent Genre : t.lanvin@cites-unies-france.org

Réalisation : Clément Mathieu, Assistant service Géographique et Thématique : animation.geothem@cites-unies-france.org